

Car il n'est pas vrai que l'Algérie manque actuellement de ressources intérieures et extérieures capables de faire démarrer le développement économique sur des bases solides allant dans le sens du Socialisme. Car il n'est pas vrai que l'Algérie est seule dans n'importe quel domaine.

Car il n'est pas vrai que les masses et les militants soient fatigués ou indifférents.

Ce qu'il faut avant tout c'est que la direction, homogénéisée, ose, décide, tranche, acquiert le style propre à la Révolution Socialiste, et, en se soudant aux masses et aux militants leur indique clairement les mesures, les méthodes qui mènent au but et passe résolument à leur application..(...)

NÉOCAPITALISME ET STRATÉGIE OUVRIÈRE

SDS n° 7-8, juillet-aout 1964

L'évolution du capitalisme depuis la dernière guerre mondiale dans les pays avancés pose des problèmes que le mouvement révolutionnaire ouvrier doit un jour affronter avec franchise et à fond. Face à la situation créée par l'euphorie économique continue du capitalisme en Europe Occidentale, aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, le mouvement ouvrier s'est dé partagé entre deux attitudes également fausses : d'une part, un attentisme «révolutionnaire» basé sur la perspective de la «crise catastrophique» prédite chaque fois pour «bientôt» et qui se contente entre temps de lutter pour un programme minimum ; d'autre part, une attitude de composition avec le «néo-capitalisme» s'intégrant en réalité dans son système et n'ayant d'autre ambition que celle de le «réformer» graduellement.

Pour sortir de cette double impasse il fallait naturellement élaborer un programme de transition, qui parte des possibilités et des nécessités objectives pour les orienter vers la solution socialiste intégrale. Mais un tel programme ne saurait être en réalité que le résultat d'une critique approfondie de la conjoncture actuelle du capitalisme, dégagant une perspective claire. Une telle critique, entreprise au moyen du marxisme révolutionnaire créateur débarrassé des dogmes, des schémas, aboutirait certainement à des conclusions très optimistes concernant non seulement l'inévitabilité de la solution socialiste sur l'échelle mondiale, mais également quant aux moyens concrets pour conduire dès maintenant la lutte quotidienne vers cette per-

spective, dans le cas plus particulier des pays capitalistes avancés. La première condition nécessaire pour une telle entreprise est, à notre avis, une étude sérieuse de la façon dont fonctionne actuellement, globalement, dans son nouveau contexte mondial, le système capitaliste, afin de découvrir les raisons profondes et réelles de l'euphorie économique prolongée et de l'essor continu de ses forces productives.

Les phénomènes auxquels on fait couramment référence soit : la militarisation de l'économie américaine, les interventions étatiques, le développement de la structure monopoliste de l'économie capitaliste moderne, l'augmentation du capital constant et son renouvellement plus rapide liés au progrès technique et à la concurrence, l'intégration européenne des économies nationales des associés du Marché Commun, sont tous les facteurs en interaction qui expliquent en partie le nouveau dynamisme et la régularité relative de l'économie capitaliste, mais ceci dans le cadre d'un marché réel élargi, qui réalise la plus value accumulée.

Ce marché réel élargi, est probablement celui qui résulte en dernière analyse, d'une part de la pénétration du capitalisme dans les régions arriérées à prédominance agricole des pays capitalistes, et surtout des échanges accrus avec les pays du Tiers Monde en développement constant (en moyenne), ainsi qu'avec les Etats Ouvriers.

(...)La lutte pour le socialisme devient possible et nécessaire dans les pays capitalistes avancés non pas en prévision de la «crise» de demain, ou de la «supériorité» manifeste, demain, du système des Etats Ouvriers, mais en partant du fonctionnement actuel du «néo-capitalisme», de ses conséquences pour les masses, des nouveaux besoins de ces derniers, et du contenu concret, réel, que doit et peut avoir pour ces masses la solution sociale intégrale. La seconde condition pour une telle lutte serait donc de partir d'une analyse approfondie des réalités et des tendances du «néo-capitalisme», ressenties, vues par les masses des travailleurs manuels et scientifiques, engagées dans sa production, et conditionnées jusqu'à maintenant par celle-ci. - C'est la réunion de ces deux conditions qui permettrait l'élaboration du Programme dégagant de chaque lutte quotidienne, partielle, la nécessité de la solution socialiste intégrale.

Le mérite d'un livre comme celui que vient d'écrire André Gorz : (Stratégie ouvrière et néo-capitalisme), réside précisément dans l'effort sérieux et sincère d'é-

clairer de ce point de vue la lutte qu'aura à mener le mouvement ouvrier dans les pays capitalistes avancés et dans le cadre du Marche Commun en particulier. André Gorz doit beaucoup à la pensée des cadres syndicaux et politiques du mouvement ouvrier italien, qui affranchis du stalinisme, repensent de manière souvent heureuse, créatrice, nombre des problèmes liés aux nouvelles conditions dans lesquelles doit être menée la lutte syndicale et politique du mouvement ouvrier européen en général. Il doit également beaucoup au système de l'autogestion pratiquée en Yougoslavie, qui inclue et implique la solution la plus valable des principaux problèmes résultant de la condition du salariat sous le «néo-capitalisme ou sous le régime de type stalinien par lequel ont passé les états ouvriers, tendu vers l'accumulation primitive forcée sous le pouvoir politique d'une bureaucratie privilégiée – et omnipotente. Mais l'apport personnel d'André Gorz est réel, considérable et exposé selon la profondeur, la souplesse, la richesse, d'une dialectique authentiquement marxiste, qu'il a su maîtriser de manière fort heureuse.

Le néo-capitalisme, constate à son tour André Gorz, a aboli la «misère» classique du prolétariat, résultant des bas salaires et du chômage pour la remplacer par la «pauvreté» relative au sein d'une société «opulente» qui a augmenté considérablement les besoins historiques nouveaux, matériels, sociaux et culturels des hommes, sans pouvoir les satisfaire. Dans ces conditions, les luttes simplement «économiques» pour les salaires et d'autres revendications syndicales classiques, ou les luttes pour sauvegarder des positions économiques ou sociales minées par le développement technique ou par l'intégration économique irrésistible des Etats Européens sont devenues inopérantes, inefficaces, et parfois carrément anachroniques et réactionnaires. «Tant que la condition des travailleurs était immédiatement et absolument insupportable, la conquête du pouvoir était immédiatement et en elle-même une fin. Présentement, en revanche, la conquête du pouvoir ne sera un objectif mobilisateur que s'il est précisé de quelles réalisations impossibles en régime capitaliste, le pouvoir des travailleurs doit être LE MOYEN. Pourquoi faire le socialisme? Comment et de quelle manière?» Par la «médiation répond André Gorz à d'objectifs mobilisateurs intermédiaires: la lutte pour des objectifs partiels embrayés sur des besoins profonds mettant en cause les structures

capitalistes; la lutte pour des pouvoirs partiels autonomes et leur exercice doivent donner à vivre aux masses, le socialisme comme une réalité déjà à l'œuvre, travaillant le capitalisme du dedans et exigeant de s'épanouir librement». Il s'agit donc d'élaborer un Programme basé sur la revendication d'une série de réformes de structures «déterminées non pas par les besoins et critères de rationalité capitalistes», non pas par ce qui *peut* être, mais par ce qui *doit* être. Par la réforme de structure il faut entendre «une réforme appliquée et contrôlée par ceux qui la réclament» et non pas par l'Etat capitaliste, visant à amender le système» et non à le «transformer radicalement». Il faut d'autre part que la lutte pour de telles «réformes de structure», de telles médiations vers le but, soit exercée dans une perspective d'ensemble de laquelle chaque réforme arrachée reçoit son sens». Si la perspective d'ensemble manque, la somme des réformes, si avancées soit-elles, sera résorbée par le capitalisme dans une économie mixte» de type scandinave, laissant subsister le pouvoir du capital et l'aliénation du travail, tout en donnant le bien-être à tous». Il ne s'agit pas de concevoir des réformes de structures comme octroyées par l'Etat bourgeois à la suite d'un compromis négocié avec lui et qui laisserait son pouvoir intact, mais de les concevoir comme des cassures infligées au système par des assauts dirigés contre ses charnières. Le propre d'une pareille stratégie, c'est qu'elle vise, par des victoires partielles, à ébranler profondément l'équilibre du système, à aggraver ses contradictions, à approfondir sa crise, et, par une succession de ripostes et de contre-ripostes, à porter la lutte des classes à un niveau et à une intensité de plus en plus élevés. Lutter pour des solutions de rechange, des réformes de structure (c'est-à-dire pour des objectifs intermédiaires), ce n'est pas lutter pour un aménagement du système capitaliste, mais pour y ouvrir des brèches, pour lui imposer des limites, pour y créer des contre-pouvoirs qui, loin d'aboutir à un nouvel équilibre, disloquent ses bases mêmes». Les ressemblances d'une telle conception avec celle qui a procédé à l'élaboration du «Programme Transitoire» par Trotsky en 1938 sont évidentes. Certes, il faut tenir compte que le Programme Transitoire fut conçu à une époque où la «misère» classique battait son plein en Europe capitaliste et qui ignorait la «pauvreté» spécifique des travailleurs d'aujourd'hui au sein d'une «société diopule-cé». Le but du Programme transitoire était, en partant des

conditions objectives dans lesquelles se placent les masses, et de leurs besoins déterminés par les conditions, de les aider à trouver le pont entre leurs revendications (quotidiennes) actuelles et le programme de la Révolution Socialiste». Cette notion du « pont » est l'équivalent de « l'objectif intermédiaire », de « l'objectif médiateur », qu'emploie André Gorz. La différence réelle entre sa conception et celle du « Programme Transitoire si elle existe, résiderait ailleurs comme nous le verrons plus loin.

Les besoins sur lesquels doit être axée la stratégie de la lutte pour le socialisme dans les pays capitalistes avancés seront déterminés par la condition nouvelle des Travailleurs » sur les lieux de travail et au sein de la société. Cette condition nouvelle peut se résumer : a) aux rapports de travail dans l'entreprise ; b) à la finalité du travail, c'est-à-dire aux fins auxquelles la force de travail est utilisée dans la société néocapitaliste ; c) à la reproduction de la force de travail, c'est-à-dire le mode et le milieu de vie du travailleur, la manière dont il peut satisfaire ses besoins matériels professionnels, humains. « Aucune concession sur les salaires, aucune « justice sociale » distributive ne peut réconcilier le travailleur avec la condition que lui impose le capital sous ces trois rapports. Au contraire, et c'est là l'une des leçons de la grève des métallos italiens : plus jeunes, mieux instruits, mieux rémunérés, disposant de loisirs étendus, libérés de la crainte du chômage, les travailleurs deviennent plus exigeants sur les aspects qualitatifs, non salariaux de leur condition, à mesure que leurs besoins vitaux sont mieux satisfaits ». Au niveau des rapports de travail dans l'entreprise se pose « le besoin de maîtriser le travail et l'évolution technique, au lieu de leur être assujetti ». C'est « contre l'oppression du travailleur, contre la mutilation systématique de sa personne, contre l'amputation de ses facultés professionnelles et humaines, contre la subordination de la nature et du contenu de sa vie de travail à une évolution technologique soustraite délibérément à son pouvoir d'initiative, de contrôle et même de prévision, que s'insurgent en fait la plupart des revendications salariales. Elles sont motivées beaucoup plus souvent par une révolte contre la *condition ouvrière* elle-même que par une révolte contre le *taux d'exploitation* économique de la force de travail ». La revendication salariale pure conduit le mouvement ouvrier à l'impasse, car elle laisse « au patronat le pouvoir d'organiser à sa guise le processus de pro-

duction, le contenu quantitatif et qualitatif de l'heure de travail, les rapports de travail, quitte à compenser par des primes le surcroît de mutilations qu'il peut faire subir à sa main d'œuvre ». Ne s'intéressant qu'au prix du travail « elle permet à l'industrie (en voie d'américanisation) de fabriquer sa nouvelle masse de prolétaires lobotomisés chez lesquels huit heures d'abrutissement quotidien et le travail contre la montre ne laissent subsister qu'un désir d'évasion, que les marchands et les manipulateurs de loisirs et de culture iront leur vendre à crédit jusque dans leurs loyers en les persuadant en passant qu'ils vivent dans le meilleur des mondes ».

En vérité, si la classe ouvrière doit conserver sa vocation de classe dirigeante, « c'est à la condition ouvrière sur les lieux de travail qu'elle doit s'attaquer *d'abord* ». Sous quelle forme ? Par l'instauration « d'un véritable *contre-pouvoir* ouvrier, capable de contester et de contrer positivement le système de décision de la gestion capitaliste, dans l'entreprise (et par extension dans la société) ». Le contre-pouvoir ouvrier dans l'entreprise, forme nouvelle du contrôle ouvrier assumé par les sections syndicales et les Comités d'entreprise, peut surgir par l'élaboration d'une stratégie nouvelle basée sur un conflit insoluble — la « revendication salariale, la revendication de gestion, et la revendication d'une autodétermination par les travailleurs des conditions et des rapports de travail ». Au niveau de la finalité du travail se pose le besoin « que le travail ait un sens », que la production serve les priorités économiques et sociales de la masse des Travailleurs et non plus les besoins solvables d'une clientèle de consommateurs conditionnés. « La lutte contre l'exploitation ne prend son plein sens que lorsqu'elle se saisit comme une lutte contre les conséquences sociales de l'exploitation c'est-à-dire : comme lutte contre les fausses priorités, les gaspillages et les pénuries que le capitalisme des monopoles, dans sa phase mure, impose à la société comme prétendu modèle de la « consommation opulente ». Syndicats et Partis Ouvriers ont le devoir de poser « le problème de l'utilité sociale et individuelle des productions auxquelles le travail est asservi, de la valeur (ou non-valeur) des innovations projetées, de la qualité réelle du produit, des orientations à donner à la production en fonction des besoins ressentis et des potentialités techniques et scientifiques existantes ». Le néo-capitalisme monopoliste disjoint producteur et consommateur et subordonne la consommation à la pro-

duction, aggravant l'« aliénation » du travail et du Travailleur. D'où la nécessité d'une réponse globale au capitalisme par la mise en valeur d'un « modèle socialiste » non seulement de production, mais également de consommation, et de vie sociale en général « indiquant positivement les possibilités humaines et matérielles que le développement capitaliste nie, opprime et exclut ». Ce qui nous amène à poser à ce niveau les « besoins collectifs, non seulement de biens consommables, mais aussi de services et d'équipements sociaux, d'autonomie, et de temps libre », bref la nature de la civilisation dans laquelle peut s'épanouir l'homme producteur de notre siècle. « Globalement, le capitalisme monopoliste tend vers un modèle « opulent » qui nivelle la consommation « vers le haut » : les biens offerts tendent à s'uniformiser par l'incorporation d'un maximum de « valeur ajoutée », sans que celle-ci augmente sensiblement la valeur d'usage des produits ». Le néo-capitalisme « organise » à la fois « gaspillage du travail et des ressources » et « raretés diverses (raretés de temps, d'air, d'équipements collectifs, de possibilités culturelles, etc...) ». Il néglige les besoins non-solubles nouveaux de la collectivité, et impose aux régions sous-développées un modèle colonial par l'implantation des industries d'exportation. « L'essaimage des industries vers les régions sous-développées ne peut être assimilé à une industrialisation de ces régions. Il tend plutôt à détruire toute possibilité d'équilibre entre la ville et la campagne, par la création de nouvelles agglomérations géantes qui videront l'arrière-pays inciteront les petits paysans non pas à rationaliser leurs exploitations (il faudrait pour cela une politique de crédit et l'équipement favorable aux modes d'exploitation coopératifs ou collectifs), mais à les brader au profit d'agréables capitalistes, pour aller s'installer comme commerçants, cafetiers ou manœuvres dans la nouvelle grande ville ou dans la capitale. L'essaimage n'est donc nullement assimilable à la décentralisation ». Les besoins collectifs qui sont en augmentation constante, du fait même du développement du néo-capitalisme et de ses effets sur le milieu naturel et social, sont systématiquement sacrifiés (logements, urbanisme, services collectifs — transports, blanchisseries, crèches, écoles maternelles — équipements collectifs, culturels, sportifs, sanitaires, développement équilibre des régions, information, communication, loisirs actifs de groupe, etc.). Ces besoins se trouvent objectivement en

contradiction avec la logique du développement capitaliste. « C'est pourquoi la revendication au nom des besoins collectifs comporte une contestation radicale du système capitaliste, sur les trois plans, économique, politique et culturel ». Cette revendication implique la socialisation de la fonction de l'investissement, l'extension du secteur socialisé de l'économie, la démocratisation de la planification, l'extension du contrôle social démocratique et de l'autogestion dans tous les secteurs de la vie sociale. André Gorz a consacré un bon nombre de pages pour décrire la condition « culturelle » de l'homme producteur, travailleur manuel ou intellectuel, en régime néo-capitaliste. Cette condition doit faire partie des nouveaux besoins historiques fondamentaux de notre société que le néo-capitalisme est incapable de satisfaire. Le néo-capitalisme aussi bien par son industrie, que par ses institutions, son enseignement, sa culture a réduit le travailleur technique à une extrême misère humaine et culturelle. » De crainte de former des hommes qui, en raison du développement « trop riche » de leurs facultés, refuseront la soumission disciplinée à une tâche trop étroite et à la hiérarchie industrielle, on a voulu les amputer au départ : on les a voulu compétents mais bornés, actifs mais dociles, intelligents mais ignorants de tout ce qui déborde leur fonction, incapables de lever le regard de leur tâche. Bref, on les a voulu SPÉCIALISTES. On a éliminé de leur formation, et même de leur environnement, tout ce qui pouvait leur permettre de rechercher en dehors de leur travail l'accomplissement d'eux même qui, dans leur travail, leur est interdit. On a éliminé des institutions tous les organes de pouvoir et d'autogestion locaux qui permettaient aux travailleurs de modeler, à défaut de leur travail, leur vie civique et culturelle ». « Militarisation de la science, industrialisation de l'Université, avilissement commercial de la culture, subordination de la production d'hommes humains à la production des profits : nous retrouvons l'incapacité du capitalisme à assurer la production en fonction des besoins, à promouvoir une expansion qui ne soit non plus quantitative, mais qualitative ». C'est pourquoi il convient de combattre le néo-capitalisme totalement, à tous les niveaux, au nom de l'alternative globale du Socialisme. « Un combat qui ne se situerait pas d'emblée sur le terrain culturel, « idéologique » et théorique, comme sur le terrain PRINCIPAL serait vain — aussi vain qu'un combat qui serait mené au nom d'une alternative glo-

bale, sans savoir l'incarner dans les médiations, sans savoir la relier à des luttes, à des besoins immédiats». (...)

PROJET DE THÈSES SUR LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

SDS, n° 12, décembre 1964

1) Le développement de la Révolution Algérienne, après l'accession du pays à l'Indépendance, confirme le caractère permanent de cette révolution depuis qu'elle a éclaté en Novembre 1954. Sa tendance à transcroître de Révolution Nationale, anti-impérialiste, en Révolution sociale, socialiste, n'a cessé, globalement, de se renforcer.

2) Cette dynamique de la Révolution Algérienne est due aux facteurs historiques, économiques et sociaux propres à l'Algérie et à tout pays de conditions analogues, agissant dans le contexte international actuel. Le développement ininterrompu de la Révolution Algérienne est un exemple de la puissance de la Révolution coloniale à notre époque. Par ses effets ultimes, la Révolution coloniale contribue à l'avance de la Révolution Socialiste mondiale, et fait donc, dans ce sens, partie intégrante de cette dernière.

3) En Algérie, pays colonial, l'oppression et l'exploitation séculaires de l'impérialisme, ont conduit à l'exacerbation explosive de toutes les contradictions intérieures d'une telle société, placée dans le contexte international actuel. Mais le facteur fondamental qui a déterminé le déclenchement de la lutte armée et sa dynamique révolutionnaire fut la jonction opérée entre la paysannerie démunie de terres, paupérisée, et une direction révolutionnaire issue de celle-ci et d'autres couches plébéiennes des villes.

4) C'est l'absence d'une forte féodalité et d'une forte bourgeoisie indigènes, contrastant avec l'existence d'une immense majorité plébéienne - opprimée, exploitée mais non écrasée, soutenue par ses traditions de lutte, très familiarisée avec le maniement des armes et d'un mouvement national, organisé, avec des racines réelles dans les masses, qui ont favorisé la mobilisation armée de la paysannerie sous la direction d'éléments révolutionnaires issus du mouvement national traditionnel du pays.

5) C'est la durée et la dureté exceptionnelles de la lutte armée pour la libération nationale, lutte soutenue malgré les faiblesses et défaillances multiples de la direction par le potentiel révolutionnaire des masses, qui ont contribué au mûrissement de la Révolution et au renforcement de son caractère permanent.

6) Comme en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam, en Corée, à Cuba, en Algérie également c'est la longue durée de la lutte